

analogue à celle qu'on avait redoutée aux Nations Unies en 1945, ni que ce soit cela que M. Mackenzie King avait dans l'idée, mais ce n'est pas improbable. Quoi qu'il en soit, il a fait cette promesse et il n'en demeure pas moins de nos jours que l'agriculture est une industrie en état de crise. La crise de l'agriculture est actuelle et l'est depuis assez longtemps. Nous savons maintenant avec quelle rapidité cette promesse solennelle a été oubliée.

Il faut une intervention gouvernementale énergique pour établir un programme de prix paritaires à l'égard des produits agricoles assurant un revenu équitable et convenable sur la vente des produits de la ferme, des produits de notre industrie agricole. Il nous faut un plan général d'assurance sur les récoltes. La loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies est un bon commencement, mais j'aimerais assister à l'établissement d'un plan d'ensemble analogue à celui que nous demandions depuis 25 ans.

Des avances en espèces sur les céréales entreposées dans les fermes s'imposent et sont justifiées par les circonstances actuelles. Il faudrait établir des commissions nationales de ventes partout où les producteurs le demandent pour les produits agricoles qui ont accès au marché interprovincial et international. Je ne préconise pas de proposition qui empiéterait sur les droits provinciaux. Il nous faut des accords à long terme sur ces produits déterminés et nous devrions accepter des livres sterling en paiement partiel des produits canadiens vendus dans les pays de la zone sterling. Nous ne pourrions pas accepter que les paiements soient effectués intégralement en livres sterling mais nous pourrions accepter un paiement partiel en cette monnaie.

Le gouvernement canadien devrait proclamer une politique nationale permanente concernant les vivres et les textiles, politique qui viserait à mettre à la portée de tous les Canadiens des moyens d'obtenir assez de nourriture et de vêtements pour satisfaire à des besoins minimums convenables, et qui viserait, partout où la chose serait possible, à faire servir nos excédents temporaires de produits agricoles à nourrir enfin les peuples affamés du monde. Je crois que le meilleur moyen de faire face au communisme est de nourrir les peuples affamés du monde et de les mettre en mesure de se nourrir eux-mêmes en leur fournissant des machines et toute autre aide dont ils peuvent avoir besoin.

Ce sont là quelques-uns des éléments d'une politique dynamique propre à enrayer les crises agricoles au Canada. De fait, il importe de mettre en œuvre un programme agricole national en vue de tenter d'intégrer plus

[M. Coldwell.]

efficacement la production, les prix et la distribution au reste de l'économie.

D'autres questions ont pour la Chambre un intérêt immédiat. J'ai parlé des répercussions de l'inflation sur la puissance d'achat du dollar depuis la fin de la guerre. Les mêmes pressions se font sentir encore une fois. Nous savons tous que l'inflation profite le plus aux puissantes sociétés puisque ce sont les bénéficiaires qui augmentent le plus. D'autre part, ceux qui comptent sur un revenu fixe, les pensionnés par exemple, sont plus durement frappés du point de vue financier. L'inflation aggrave également la situation du cultivateur. Il devient de plus en plus évident qu'il est coincé entre les prix et le coût de revient. Le Gouvernement prétend qu'il prend des dispositions pour combattre ces pressions. On nous a affirmé qu'on a eu recours à certaines mesures monétaires pour influencer sur les conditions de crédit. Reste à savoir quelle en sera l'efficacité. Une chose est certaine, c'est que le Gouvernement ne prend pas les mesures concrètes qui s'imposent.

On a depuis longtemps l'impression que l'une des principales fonctions qu'on envisageait pour la Banque du Canada au moment de son établissement,—soit dit en passant, elle a été établie par le gouvernement Bennett sur les instances de la CCF et d'autres organisateurs du mouvement en faveur de cette institution,—était précisément celle-là, du moins dans une certaine mesure. J'ajoute que la Banque a mis du temps à se gagner l'appui hésitant du gouvernement libéral. On nous a dit qu'un des moyens par lesquels la banque centrale peut influencer sur les conditions de crédit au Canada, c'est le recours aux taux de réescompte. Pourtant, au cours de la session spéciale, le ministre des Finances a reconnu que ce taux est fixé en quelque sorte automatiquement par les banques à charte.

L'hon. M. Harris: Je ne veux pas interrompre mon honorable ami mais, si j'ai bien compris, il a dit "par les banques à charte".

M. Coldwell: C'est ce que j'ai dit; il aurait peut-être été préférable que je dise que ce taux dépend de la situation créée par les banques à charte.

L'hon. M. Harris: C'est automatique pour ce qui est du taux des billets du Trésor.

M. Coldwell: Si c'est automatique dans ce cas-là, la déclaration formulée par le ministre des Finances au cours de la session spéciale n'était pas exacte. Il ne dit pas la même chose maintenant, à mon avis. Quoi qu'il en soit, je pourrai vérifier en me reportant au compte rendu de la session spéciale.

M. Macdonnell: Il dit la même chose mais il a tort dans les deux cas.